

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

## Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

9<sup>me</sup> ANNEE — N° 99

LE NUMERO :

1<sup>er</sup> mars - 14 mars 1971

0,50 F - 5 F. B.

## Du Vietnam à la Pologne

L'extension de la guerre dans la péninsule indochinoise confirme un diagnostic pour nous ancien, mais qu'il faut avoir la fermeté de rappeler, aussi amère qu'en soit la vérification : la recrudescence du brasier vietnamien n'est pas un symptôme de dilatation d'une « crise révolutionnaire » mais la preuve au contraire de son inexistence. Le fait que les contradictions du monde impérialiste ne l'affectent encore qu'à sa périphérie est la conséquence — comme nous le répétons depuis longtemps — d'une durable mise hors de combat du prolétariat international et de son impuissance à agir comme force de classe là où son intervention serait décisive pour toutes les luttes et révolutions du monde entier : au cœur des grandes métropoles impérialistes.

La froide détermination des chefs de la Maison Blanche, selon lesquels il n'y aura désormais « aucune limite à l'intervention de l'aviation américaine en Indochine » suffit à balayer tous les espoirs qu'avaient fondés les agitations pacifistes américaines de ces derniers mois.

Certes, le sous-sol social de cette société hideuse est en fermentation ininterrompue, de terribles soubresauts agitent ce continent monstre qui combine au profit de la domination mondiale du capital esclavagisme et corruption, misère et gaspillage, banditisme d'Etat et perversion des mœurs. Mais précisément parce qu'il est le suprême bastion du système impérialiste mondial, le seul adversaire capable de l'abattre est le prolétariat. Sur place, et en dépit des violences inouïes qui défrayent la chronique américaine, les prémisses les plus rudimentaires de sa manifestation comme classe ne sont pas encore apparues. Aussi « l'escalade » américaine peut-elle et pourra encore gravir, sans obstacles sérieux, chacun de ses échelons.

Pendant que les diplomates gaspillaient leur salive dans les séances de l'Interminable « Conférence de Paris », tandis que Nixon trompait l'opinion par l'espoir d'un proche rapatriement des « G. I. » et alors que les stalino-réformistes de tous les pays récitaient la litanie monotone du « règlement pacifique du conflit », la machine de guerre U. S. a pu tout à loisir huiler ses rouages. Il s'agissait, pour aboutir à un étrépage par chair à canon interposée, de faire du Sud-Vietnam une sorte d'Etat-armée capable de remplir dans le lointain Orient, le rôle de gendarme impérialiste qui, dans le Proche-Orient, est assumé par Israël. Appuyée massivement par l'aviation de Nixon (1500 sorties par jour !) et truffée de « conseillers » américains, l'armée sudvietnamienne perce dans le Cambodge, investit le Haut-Laos, s'efforce de couper la fameuse « piste Ho-Chi-Minh ». Rien n'est encore acquis militairement. Mais le sang coule davantage, le napalm et les bombes étendent leurs ravages. L'Indochine tout entière est sur le point de devenir un champ de carnage pour sauvegarder la production de guerre. Le pres-

tige impérialiste et la stratégie mondiale des Etats-Unis.

Ceci à la honte des « accords de Genève » de 1954, dont le stalino-réformisme réclame le respect alors qu'ils sciaient littéralement le rapport de forces, un instant favorable, après Bien-Dien-Phu, à la cause de la libération nationale en Indochine. Aux dépens d'autre part du gouvernement démocrate petit-bourgeois de Hanoï, depuis longtemps réduit, par ses « protecteurs », au rôle d'Etat-tampon : à l'époque où l'U. R. S. S. et la Chine étaient encore des « pays frères » et où les disciples perspicaces de Mao ignoraient l'existence d'un « révisionnisme » russe, les deux « géants du socialisme » s'entendaient comme larrons en foire pour monnayer, contre le droit à la « coexistence pacifique », l'indépendance complète de l'entière Indochine un moment entrevue après la défaite militaire de l'impérialisme français. En dérision enfin de l'activisme gauchiste, qui change de motifs d'agitation au gré des bourrasques de la météorologie politique internationale et qui, à propos du Vietnam, n'hésite pas à faire bloc avec les partis opportunistes qui portent la responsabilité directe du massacre sans issue d'un peuple auquel ils imposent un héroïsme aussi généreux qu'inutile !

Sans lutte de classe intense dans les métropoles, aucune cause anti-impérialiste ne peut prétendre au moindre succès, et les premiers adversaires de cette lutte de classe en Europe sont les partis dits « communistes » qui pratiquent la collaboration la plus éhontée avec la bourgeoisie. Au cours de la crise afro-asiatique du colonialisme, la seule chance offerte à la révolte des peuples opprimés — avant que cette révolte se résorbe dans des partages ou contestations d'influence impérialiste — a été perdue parce que toutes les forces subversives étaient par avance livrées à l'adversaire : le paysan indochinois sacrifié aux tortueuses tractations entre Washington d'une part, Moscou-Pékin de l'autre, le prolétariat européen désarmé devant sa propre bourgeoisie par les partis staliniens. Et c'est aux côtés de ces derniers, sous couvert de « front unique ouvrier », que les gau-

chistes acceptent de « protester » contre l'impérialisme américain ! Sans aucune chance, bien entendu, d'avoir un quelconque impact sur la situation militaire à des milliers de kilomètres ; mais aussi, ce qui est plus grave encore, en ajoutant à la confusion politique de ces masses ouvrières toutes proches dont la neutralisation est la plus grande force de l'impérialisme, qui sont trahies dans tous les domaines par leurs prétendus « grands partis », mais auxquelles de pseudo « révolutionnaires » sont incapables de seulement indiquer la nature sociale des forces politiques qui les dupent et les intérêts réels que ces forces servent !

Contrairement à la guérilla des peuples indochinois, la révolte des ouvriers polonais a eu un caractère prolétarien indubitable.

Les succès économiques remportés par les ouvriers polonais à la suite de la grève et de l'émeute sont extrêmement limités, mais d'une importance considérable. Le nouveau gouvernement, par delà les sordides querelles intestines qui l'ont porté au pouvoir, a dû céder sur deux points : rejeter la thèse de la provocation (c'est-à-dire implicitement reconnaître que

(Suite page 2)

## Le « stade suprême » du socialisme russe

La construction du « socialisme » russe progresse à pas de géants. La Banque du Commerce Extérieur de l'U.R.S.S. s'est récemment associée à la Banque de Londres et d'Amérique du Sud pour ouvrir au Brésil un crédit de 19,5 millions de dollars destinés à financer l'achat de matériel hydro-électrique lourd à l'U.R.S.S. (« Le Monde », 4-5 octobre 1970). La « Moscow Narodny Bank », banque londonienne au capital de plus de 5 millions de livres sterling entièrement détenue par les banques soviétiques, vient de s'associer à la « Manufacturers Hanover Trust », filiale britannique de la 4<sup>me</sup> banque U.S., pour prêter à la Roumanie les 7,6 millions de dollars qui lui sont nécessaires pour acheter au groupe américain AMAX une usine de laminage d'aluminium (« Le Monde », 1-2 novembre 1970). Comment seront trouvées ces sommes ? Tout simplement... sur le marché de l'Eurodollar, c'est-à-dire en formant un consortium avec la fine fleur des banques d'affaires internationales pour rassembler des dollars qui seront repris aux conditions du marché, c'est-à-dire à des taux d'intérêt variant entre 8 et 11 % !

Par ailleurs, la société d'origine soviétique NAFTA, au capital de 133 millions de Francs belges vient d'inaugurer à Anvers, en présence du président du « Soyuzneftexport » (organisme exportateur russe), ses nouvelles installations pétrolières qui représentent, selon son administrateur, « la réalisation la plus importante effectuée par l'U.R.S.S. dans un pays d'Europe occidentale » (« L'Usine nouvelle », 7 janvier 1971). Les « businessmen » russes pourront ainsi se consoler de n'avoir pu obtenir, malgré tous leurs efforts lors du voyage de Pompidou en U.R.S.S., la participation qu'ils désiraient au capital de la filiale de la SOLLAC qui implante les nouvelles installations sidérurgiques de Fos.

Les prolétaires brésiliens, roumains et belges, auront donc la chance qui a été refusée aux métallos français : trimer pour verser des intérêts et des dividendes à la « patrie du socialisme ». Le « socialisme » russe progresse décidément sans arrêt ; nous avons déjà la valeur « socialiste », le marché « socialiste », la monnaie « socialiste », le salaire « socialiste », le profit « socialiste » ; nous voici arrivés au stade suprême du « socialisme » russe : le capital financier « socialiste », l'investissement « socialiste » à l'étranger, et le rapatriement « socialiste » des bénéfices.

## Le parti et les jeunes générations

La polarisation « gauchiste » d'une fraction importante de la jeunesse hors des partis officiels et contre eux, qui constitue le fait marquant de ces dernières années, laisse quelquefois l'impression d'un clivage politique entre générations. Il s'agit en réalité d'un conflit politique et idéologique. Près de quatre générations, dont la plus jeune a aujourd'hui trente ans, ont été entraînées dans la chute et la putréfaction du mouvement communiste international. Parmi les jeunes qui arrivent aujourd'hui à leur majorité et qui sont venus à la vie politique sur la fin de la dernière décennie, une fraction plus ou moins importante accomplit au contraire, sous l'effet des premiers symptômes d'une nouvelle crise historique du capital, une rupture, incertaine, désordonnée, mais souvent violente, à l'égard de l'idéologie stalino-social-démocrate qui sévit dans le mouvement ouvrier depuis un demi-siècle.

Cet événement explique une situation insolite dans l'histoire de ce mouvement. Autrefois les jeunes apportaient à la lutte politique menée par les anciens partis, une énergie et une fougue qui, quelquefois, contrastaient avec le « tassement » de leurs aînés, mais se déployaient à l'intérieur de ces partis et, quoique avec plus de décision et

de volonté, dans le sens même de leur activité. Aujourd'hui, ces partis ont tous trahi la cause du prolétariat et les jeunes, de moins ceux qui ont du « cœur au ventre », sont contraints de rechercher, hors et contre l'influence des « vieux », et non sans tâtonnements et erreurs souvent grotesques, des bribes de la tradition révolutionnaire que l'ensemble des générations adultes jouent aux pieds depuis quarante ans.

« Le communisme est la jeunesse du monde », disait-on encore sur la fin de la belle époque de la Troisième Internationale. Cette Internationale est morte et les partis qui usurpent le nom de communiste ont repris à leur compte tout ce que cette société a de vieux, de caduc, de nau-séabond.

De même que nous dénonçons ces FAUX partis de classe, nous concevons pour le VRAI que nous voulons reconstruire des rapports avec la jeunesse tout différents de ceux que lui imposent les Marchais et autres usurpateurs du marxisme et qui la cloître, comme dans une impasse, dans cette déplorable alternative : ou l'aventurisme gauchiste ou le suivisme stalinien, ou l'action sans principes, ou les principes qui interdisent toute véritable action.

La tradition révolutionnaire s'identifie au programme de classe, qui est lui-même la cristallisation en règles théoriques, tactiques et stratégiques, de toutes les expériences des luttes passées du prolétariat qui ont donné naissance au parti historique, définissant une fois pour toutes sa perspective révolutionnaire. Le programme révolutionnaire n'est donc pas un ensemble de thèses froides et rationnelles, nées d'un exercice d'école : c'est une chose vivante et palpitante, trempe du sang du prolétariat qui, dès sa naissance, a soutenu des luttes furieuses contre l'Etat capitaliste ; c'est la vivante histoire de ses victoires et de ses défaites, le témoignage de la passion révolutionnaire vivante au cœur des avant-gardes prolétariennes successives. A travers la dialectique de la lutte de classe, dans le combat militant du Parti, celles-ci ont formé la puissante tradition du Communisme qui se dresse aujourd'hui plus que jamais

comme « un spectre qui hante le monde ». Le programme révolutionnaire, c'est le patrimoine du Parti, et celui-ci ne l'étudie pas en admirant ses perfections et en rêvant çà et là les parties usagées, selon la mode contre-révolutionnaire, mais il le saisit dans son intégralité, comme une arme de combat contre l'ennemi de toujours.

La continuité du programme est confiée aux jeunes générations prolétariennes par les militants qui les ont précédées, et qui ont vieilli au service de la lutte de classe. Ainsi le Parti révolutionnaire préfigure-t-il l'unité organique qui régnera dans l'espèce lorsque la victoire du Communisme aura éliminé, en même temps que la division en classes, toutes les contradictions qui en découlent : entre autres, la lutte des générations dans la société bourgeoise, lutte qui se reflète au sein du prolétariat dans l'impitoyable concurrence qui oppose les prolétaires jeunes et vieux pour

trouver un emploi, ou même pour survivre. Cette concurrence est entretenue par les partis opportunistes qui osent encore s'appeler « communistes » ou « socialistes », et qui ont besoin de jeunes, parce qu'il leur faut se renouveler sous peine d'asphyxie, mais qui ne peuvent leur transmettre qu'un programme de conservation bourgeoise, étouffant en eux toute perspective de combat de classe, et la remplaçant par la perspective mesquine de la carrière parlementaire.

Le rôle des jeunes générations, c'est d'apporter leur énergie et leur enthousiasme révolutionnaire à la défense et à l'affirmation du programme communiste, en parfaite continuité avec les générations passées de militants. Dans le Parti révolutionnaire, il ne peut exister aucune opposition entre connaissance théorique et lutte pratique, car il est une organisa-

(Suite page 4)

### PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : Les samedis 6 et 20 mars, de 15 heures à 19 heures, et les dimanches 14 et 28 mars, de 10 heures à 12 heures, au siège du " prolétaire ", 8, rue Scipion (dans la cour à gauche), Paris (5<sup>e</sup>), Métro Gobelins.
- A MARSEILLE : Les samedis 6 et 20 mars, de 15 heures à 19 heures, au siège du " prolétaire ", 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

# Du Vietnam à la Pologne

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

c'est la classe ouvrière elle-même qui est contrainte de se révolter alors qu'on l'affirme insolentement « au pouvoir » ; annuler l'augmentation des prix décidée antérieurement (c'est-à-dire avouer, en substance, que le pseudo « socialisme » polonais est, comme tout capitalisme classique, déchiré par une lutte interne pour le partage du produit social).

Le mouvement revendicatif, à peine éteint sur la côte baltique, s'est rallumé dans l'industrie textile de la région de Lodz. Giereck, pour obtenir la reprise du travail, a dû se rendre sur place, consulter, discuter, promettre. Mais chez ses interlocuteurs, l'arrière-pensée politique et sociale qui se profile derrière la revendication économique est bien plus lourde de conséquences que la satisfaction momentanée qui lui est accordée. Il est trop tôt pour avancer à ce sujet la moindre hypothèse, bien que divers indices rapportés par les « spécialistes » de la presse bourgeoise laissent présumer la précarité du « retour à l'ordre » obtenu par Giereck. Mais il est fort probable que le mouvement déclenché en Pologne en novembre dernier ne sera pas aussi facilement résorbé que celui de 1956 et qu'il aura des répercussions autrement considérables.

La révolte des ouvriers polonais survient en effet à un moment historique qui exprime enfin, dans les faits, un processus dont nous avons décrit les lignes de force depuis une bonne vingtaine d'années. Il faut d'autant plus en apprécier la valeur démonstrative que, dans tout le « bloc russe », les contrastes d'intérêts les plus hétérogènes s'enchevêtrent et que, dans le cas des « pays satellites », l'oppression nationale sous le joug russe a éclaté bien plus tôt et bien plus fort que l'oppression sociale dont les événements de la Baltique sont l'expression directe. A l'opposé des révoltes de 1956, en Hongrie et en Pologne, à la différence du « printemps de Prague » de 1968, événements à prédominance anti-russe, il s'agit aujourd'hui d'un conflit direct entre la classe ouvrière de Pologne et son capital national.

Quelle qu'en soit l'issue à brève échéance, un processus décisif est mis en marche. Ou bien rien ne sera changé à la politique « d'ouverture à l'Ouest », et les concessions faites aux ouvriers polonais dans une situation précaire de l'économie nationale compromettront tôt ou tard la compétitivité des secteurs menacés par la concurrence des produits étrangers. Ou bien, un renversement improbable de cette orientation aggravera la situation économique de ces dernières années. Les conséquences de la déflation polonaise à l'intérieur de toute la structure politico-sociale du « bloc russe » - et sans parler du choc psychologique qu'elle a pu provoquer - apparaissent dans la précipitation des chefs du Kremlin qui, pour « tenir compte de l'expérience polonaise », ont décidé, en vue du prochain plan quinquennal, de réduire au profit du secteur des biens de consommation l'écart qui le sépare de celui des biens de production. Les événements de Pologne ont donc retenti en Russie comme un cri d'alarme : les dirigeants soviétiques, qui ne se résignent pas à risquer l'usage du démocratisme à l'occidentale, ont déjà des comptes à régler avec leur classe ouvrière sans disposer de cette traditionnelle « soupape de sûreté ».

Sans anticiper ici sur les développements possibles de cette situation, nous voulons nous borner à la définir sommairement dans la perspective de la reconstruction internationale d'un mouvement prolétarien en ruines dont toutes les manifestations, sous les latitudes les

plus diverses, sont encore désordonnées et sporadiques. L'impuissance de ce mouvement s'incarne dans la prédominance, au sein des masses ouvrières, les plus évoluées, d'une idéologie dont le credo est l'existence, en Russie, du socialisme. Nous avons déjà souligné l'importance capitale des grèves et émeutes dans les ports de la Baltique, comme démenti cinglant - et sanglant - infligé à ce mythe par des faits irréfutables. Il s'agit d'une violente gifle politique et sociale assénée à la clique d'imposteurs qui, durant un demi-siècle, a détruit la force vive du prolétariat international. Ce coup terrible ne relève pas simplement des aspects immédiatement visibles d'un système qui affame et brime la classe qu'il prétend représenter. Il consacre avant tout la revanche terrible de l'Histoire sur la théorie frauduleuse qui promettait le socialisme en coexistence pacifique avec les catégories fondamentales de l'exploitation de l'homme par l'homme : le salariat, le marché, la concurrence, l'accumulation. Ce faux socialisme instauré par la contre-révolution stalinienne, la mitraille qui a jeté au sol plusieurs dizaines ou centaines d'ouvriers polonais, l'a à jamais déshonoré : il s'agit là d'un événement d'une portée historique, mondiale et irréversible.

Mais ce qui est vrai pour les pays occidentaux, dont la classe ouvrière s'ébranle progressivement sous l'effet d'une crise dont elle n'a pas encore identifié les symptômes, l'est à plus forte raison pour l'aire soviétique que dans laquelle les mêmes phénomènes sont perçus à travers le prisme déformant du faux communisme. Du point de vue d'une réelle prise de conscience révolutionnaire, il importe peu qu'à ce pseudo « socialisme » on reproche son « visage inhumain ». Dès lors qu'on admet qu'il s'agit d'un socialisme et qu'on ne sait que lui contester son caractère « autoritaire », ce sont forcément des revendications libérales, démocratiques qu'on est amené à lui opposer. C'est là un détour qui risque de s'ouvrir devant le prolétariat polonais. Les privilèges sociaux se révèlent à lui, non pas liés à des titres de propriété, mais déterminés par la fonction politique ou le rôle administratif : cela n'ôte rien au fait que le sur-travail, tout autant que dans les vieux pays bourgeois, s'y transforme en capital ; mais cela accredit l'idée d'une gestion de ce capital qui serait faite, non pas au profit de véritables classes sociales, mais au bénéfice d'un « bureaucratie » parasitaire qu'il suffirait donc d'épurer. C'est une solution qu'un Giereck et les autres continuateurs, sous de nouveaux visages, de l'œuvre de Gomulka, s'empresse déjà d'adopter, changeant les ministres, enrôlant des délégués des travailleurs, promettant la « participation », utilisant en somme l'habile formule bourgeoise qui dissimule la responsabilité des classes dirigeantes derrière celle d'individus. Mais le système reste en place, l'Etat renforcé et les impératifs de la même production pour le marché rappelés avec une insistance opportune.

Il apparaît donc difficile, après la destruction de toute tradition révolutionnaire, la déformation systématique du marxisme et l'opprobre qui rejait sur lui par œuvre de ses falsificateurs, que le prolétariat des pays de l'Est puisse retrouver lui-même, spontanément, l'arme idéologique et théorique nécessaire pour identifier, sous les formes juridiques trompeuses derrière lesquelles il se dissimule, son véritable ennemi.

Ici prend une certaine importance l'appoint que le prolétariat occidental, en matière d'expérience et de critique, peut apporter au prolétariat polo-

nais. Il s'agit bien entendu d'un appoint théorique, programmatique, qui peut se communiquer par cette sorte d'osmose que le plus hermétique des rideaux de fer ne saurait empêcher.

Que faut-il « apprendre » à ce prolétariat ? Que « seule la lutte paie » ? C'est inutile, il vient d'en faire lui-même l'expérience. Que le « socialisme » qu'on lui inflige l'accule à la misère, que les fonctionnaires du Parti vivent comme des bourgeois, qu'ils n'ont que faire de ses avis et y répondent par la répression ? Il le sait déjà. Doit-on lui enseigner que la révolution d'Octobre a été « captée » par la « bureaucratie » ? S'il comprend clairement une chose, c'est bien celle-là. Mais il en connaît le comment et non le pourquoi : c'est ce dernier qu'il faut lui expliquer.

Ce qu'il faut apporter au prolétariat des pays de l'Est, plus qu'à tout autre peut-être, c'est l'enseignement critique tiré de cinquante années de contre-révolution, l'explication des abandons de principes qui ont conduit la révolution européenne à sa perte, la capitulation que représente toute conception de socialisme national. Il faut revaloriser la notion de dictature du prolétariat, déshonorée à ses yeux par le stalinisme, et dénoncer par avance l'antidote démocratique qu'il croit pouvoir lui opposer.

Il faut avant tout lui donner les armes programmatiques d'une délimitation de classe : le séparer de ces couches non prolétariennes stabilisées par la fonction historiquement bourgeoise de la double-révolution d'Octobre et que celle-ci a traînées comme un boulet au pied ; l'opposer à cette paysannerie parcellaire, misérable, mais qui constitue, dans ce pays plus particulièrement, le socle de tout conservatisme politique et social (le Pape ne prie-t-il pas pour le salut de la « patrie polonaise » ?), le bouillon de culture nationaliste, antisémite, la marge de manœuvre pour un sauvetage bourgeois de ce faux socialisme en crise.

Mais, à y regarder de plus près, cette tâche de constitution du prolétariat en classe, est la même que celle qui se pose à tous les exploités du monde entier, et est donc liée à ses premiers succès là où la domination du capital ne se dissimule ni sous « l'occupation étrangère » des troupes de Nixon, ni derrière la façade d'un « communisme » au nom usurpé.

## SOUSCRIPTION PERMANENTE 1971

Listes n° 1 et 2

Mario, Paris, 10 ; Anita, 10 ; Velisy, 100 ; Anita, 10 ; Réunion Publique Paris, 84 ; Permanence, 50 ; Mario, 10 ; André, 92 ; Reggio Emilia, 10 ; Un vieux Camarade, 20 ; Anita, 10 ; Mario, 10 ; B, 100 ; Le Mans, 6 ; Mario Bazon, 10 ; Café Brazil, 20 ; Sportif, 2 ; Bob, 100 ; Réunion Publique Paris, 328 ; Velisy, 100 ; Anita, 10 ; Winterthur pour Programme Communiste, 760 ; Bordeaux, 50 ; Réunion générale Paris, 2.590 ; J. P., 4.50 ; Mohand, 200 ; Soutien, J. L., 3 ; Rosa, 30 ; Lucien, 40 ;

Electricien Bruxelles, 13,30 ; Camarade Liégeois, 24,40 ; Pluto en mémoire d'Amadeo, 253 ; Maria Luisa saluant Bice, 3 ; Dédé en mémoire de Bruno et Ottorino, 3 ; Soutien Bernard, 5 ; Emile, 50 ; Libertino, 8,30 ; Soutien Raymond, 5 ; Dédé en souvenir de Bruno et Ottorino, 250 ; A la Cantine, 3,50 ; Soutien Michel, 5 ; François, 90 ; A la Cantine, 3 ; Magali, 10 ; Soutien Germaine, 5 ; Soutien Gino, 75 ; Emile, 100 ; R. et R., 90 ; S., 170 ; Pour le journal, 10 ; André, 70 ; Soutien Pascal, 5 ; J. P., 1,60 ; Soutien Anonyme, 24 ; Soutien Adolphe, 15.

Total Listes N° 1 et N° 2 ..... 6.061,60 F

Directeur-Gérant  
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO-IMP »  
1, 3, 5, Boulevard Schloesing  
MARSEILLE (X<sup>e</sup>) - Tél. 77-92-48

Distribué par les N. M. P. P.

# Voie chilienne au socialisme ou voie unique de la contre-révolution ?

Aujourd'hui, « l'expérience chilienne » a une place de choix dans la presse opportuniste : elle ferait la preuve de la possibilité de la conquête électorale de l'Etat bourgeois et du passage pacifique au socialisme. Ainsi, d'après MM. Marchais et Cie, le lointain Chili démentirait tout le marxisme révolutionnaire ; le besoin inéluctable de la destruction de l'Etat bourgeois et de son parlement, la violence révolutionnaire, la dictature prolétarienne seraient à jeter à la poubelle de l'Histoire.

Regardons de plus près le contenu de ce « socialisme » à la sauce chilienne. Dans une interview de Salvador Allende, président du Front Populaire (dont les partis socialiste et « communiste ») rapporté par « Le Monde » des 7 et 8 février, on peut lire :

**Journaliste.** — Le Chili s'est donné un gouvernement d'unité populaire. Mais qui détient réellement le pouvoir ?

**Allende.** — Pour l'instant ce sont toujours les puissances d'argent... (donc, le gouvernement est une chose et le pouvoir une autre, MM. Marchais et Cie). Nous devons donc nous défendre. Voyez par exemple la campagne entreprise par nos adversaires pour inviter les possesseurs d'actions bancaires à ne pas nous les vendre ALORS QUE NOUS LES RACHETONS PLUS CHER QUE LEUR VALEUR RELLE (sans commentaire !) En outre, l'Etat leur remettra des bons à longue échéance et réajustables.

« Nous avons déjà montré par quelques faits comment nous envisageons la participation des travailleurs à l'exercice du pouvoir. Nous venons justement de créer le Conseil National des Paysans. Dorénavant, les paysans participeront activement à l'étude (!) et à l'élaboration des plans concernant l'agriculture. Ils pourront ainsi indiquer quels sont, dans leur optique, les terres à exproprier, quels sont les patrons qui manquent à leurs devoirs (sic !) ; c'est-à-dire qu'ils auront une attitude active (de lutte ? pensez-vous), RESPONSABLE. Dans le domaine industriel, nous allons faire en sorte que les ouvriers soient représentés dans la direction des entreprises de l'Etat et des entreprises mixtes, voire privées (de Gaulle vous bénisse...) ».

Nous reconnaissons volontiers que la conquête pacifique du gouvernement est tout à fait possible (sans que ceux qui détiennent vraiment le pouvoir réagissent)... pour réaliser le programme du Front populaire chilien, variante nationale de l'éternel programme réformiste petit bourgeois : nationalisation des mines (dont la plupart sont aux mains des capitaux étrangers) au moyen d'indemnités ; contrôle du crédit (dont le bénéficiaire sera la bourgeoisie industrielle liée au marché intérieur) ; accélération d'une réforme agraire « responsable » et, finalement, intégration de la classe ouvrière sous la forme de participation des ouvriers à la gestion de l'économie bourgeoise (les déclarations d'Allende sont les mêmes, mot par mot, que celles de la C. G. T. et du P. C. F. en 1945).

Une partie de la bourgeoisie chilienne, représentée par la démocratie chrétienne, ne s'y est pas trompée et a oppuyé et rendu

possible l'élection d'Allende. Celui-ci n'a fait que continuer la politique de l'ancien président Frei avec l'avantage de compter avec le soutien populaire organisé (syndicats).

Le Front populaire ne représente rien d'autre qu'une tentative de mettre le mouvement ouvrier à la remorque d'une fraction de la bourgeoisie dite nationale. C'est une tentative d'aligner une classe ouvrière largement différenciée sur des objectifs parfaitement bourgeois, grâce à l'encadrement politique de ces démocrates petits-bourgeois qui se réclament de la classe ouvrière et qui ne conçoivent son émancipation que dans le cadre des rapports capitalistes de production, du salariat, du marché. Prêchant des réformes, ils se vantent d'obtenir un développement harmonieux du capitalisme et, tout en reniant la violence prolétarienne contre la société bourgeoise, ils sont prêts à utiliser la violence populaire et d'Etat pour défendre la démocratie bourgeoise contre tous ceux qui la mettraient en danger.

Qui pourrait le faire aujourd'hui ? Le prolétariat au sein du « bloc démocratique » ou bien la fraction de la bourgeoisie directement liée à l'impérialisme.

Ayant donné de larges garanties à celle-ci, le « front populaire » ne craint que le premier. C'est ainsi qu'il faut interpréter les mises en garde d'Allende adressées aux ouvriers contre « l'irresponsabilité » dans l'usage du droit de grève et la répression déjà déclenchée contre les paysans pauvres qui essaient d'occuper des terres et qui ne se contentent pas de « l'étude » ! Dans l'interview citée plus haut on peut lire : « **Journaliste** : pensez-vous qu'il soit possible d'éviter la dictature du prolétariat ? » **Allende** : je crois que oui. **« C'EST POUR CELA QUE NOUS TRAVAILLONS. »**

L'histoire du mouvement ouvrier est pavée d'exemples du rôle contrévolonnaire de ces « fronts populaires ». Faut-il rappeler juin 1848, quand le prolétariat, brisant ses illusions démocratiques, fut battu par la démocratie petite bourgeoise ? Faut-il rappeler décembre 1919 quand le prolétariat allemand fut réprimé par les démocrates socialistes au pouvoir ? Faut-il rappeler l'Espagne de 1936 quand le prolétariat fut embarqué dans la lutte pour la défense de l'Etat démocratique et, à Barcelone, lorsqu'il tenta de se révolter, tomba sous les balles, non pas du franquisme, mais du FRONT POPULAIRE ?

Aujourd'hui, il ne s'agit pas au Chili d'une voie « nationale » au socialisme, mais de la voie unique de la contre-révolution.

## Les fondements

### du communisme révolutionnaire

Cette brochure ronéotypée de 56 pages reprend le compte rendu d'une réunion générale de notre Parti, paru dans le N° 1 du « Programme communiste », aujourd'hui épuisé. Le texte est articulé en trois parties principales :

- Parti et Etat de classe comme formes essentielles de la révolution communiste.
- Les organisations économiques du prolétariat ne sont que de pâles substituts du parti révolutionnaire.
- La conception petite-bourgeoise de la société communiste chez les syndicalistes et les « socialistes d'entreprise ».

Commandes au « prolétaire ». Prix : 3 F.

## Prolétaires de langue italienne, lisez les organes du Parti communiste international :

il programma comunista  
journal bi-mensuel  
et

il sindacato rosso  
mensuel de lutte syndicale

Abonnement annuel: 15 F - Commandes au « prolétaire »

## REUNION PUBLIQUE A SAINT-ETIENNE

Le Vendredi 12 mars, à 19 heures

Café des Platanes, Cours Fauriel

DEMOCRATIE ET FASCISME

# Réunion générale du Parti

## Histoire de la Gauche

Suite du précédent numéro

Dans tous ces épisodes tragiques, qui doivent rester inscrits en lettres de feu dans la mémoire des prolétaires, c'est la gauche social-démocrate, c'est-à-dire le centre, qui tient sous la hache du bourreau « de droite » les militants communistes et révolutionnaires obscurs, poussés sur la scène de l'histoire par le fouet implacable d'une guerre totale et par l'exemple de la première révolution victorieuse, celle d'octobre 1917 à Pétrograd. Après trois massacres de grande envergure, le jeune Parti demeurera tout au long de l'année 1919, année « socialiste », dans la semi-clandestinité, en butte aux persécutions. Privé de ses meilleurs éléments, ceux-là mêmes qui, pendant toute la guerre, avaient incarné la continuité du marxisme révolutionnaire, traqué par les forces de l'ordre légales et illégales, réduit à un poignée de militants dénigrés et combattus par tous les moyens, le K. P. D. ne trouva pas — et ne put trouver dans sa tradition — l'esprit des grandes batailles que les militants d'hier avaient affrontées même dans la plus noire solitude. Il interprétera, « chemin de croix » que la révolution communiste en Occident devait parcourir selon la pénétrante vision de Rosa Luxembour, comme une capitulation passive devant l'implacable fait « accompli », ou bien, tirant un bilan sceptique des mois chaotiques qui avaient suivi la défaite d'octobre 1918, il poursuivait le rêve d'une révolution « propre », sans coups de tête de « prolétaires en haillons » et dans l'ordre mécanique de pelotons parfaitement encadrés par des « sapeurs » et des « experts » de la prise du pouvoir ; il joua ses meilleures cartes, lui qui était un parti à demi-légal, sur l'action parlementaire, comprise, certes, dans un but subversif ; et tout en dénonçant les ignobles manœuvres des Indépendants, il n'avait pas la force de s'en distinguer de façon nette et sans équivoque. Cette tendance à la passivité au sommet engendrait d'autre part, par réaction, une opposition confuse et désordonnée à base ouvrière, « conseilliste », anti-parti, contre laquelle Lévi et Clara Zetkin eurent raison de tonner au congrès de Heidelberg d'octobre 1919, en revendiquant la fonction centrale du parti, et en opposant au mythe des Conseils, comme des organes nécessairement de classe et révolutionnaires, cette lapidaire formule marxiste : « La révolution n'est pas une question de forme d'organisation ». En 1919 cependant, cette opposition (comme l'écrivait Lénine et comme notre "Soviet" en formulait l'hypothèse) pouvait être encore réabsorbée dans ses meilleurs éléments : on lui fournit au contraire des raisons supplémentaires de se retrancher sur ses positions (dors de ce même congrès la direction proposa aux Indépendants... de commémorer avec eux la révolution d'Octobre, cette révolution que Kautsky et Hilferding couvraient de boue et dénonçaient au monde entier comme la trahison des idéaux socialistes !), puis on l'expulsa par mesure administrative, moins — nous

pouvons le supposer — pour ce qu'elle avançait de façon encore confuse (nous ne parlons pas des sottises qu'elle dira plus tard en tant que K. A. P. D.), que parce qu'elle constituait une gêne sur la voie de la réconciliation espérée avec le centrisme ou tout au moins avec ses franges de « gauche ». (Quelques mois plus tard, dans son rapport préparatoire en vue du II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale, Lévi ira jusqu'à regretter la constitution du Parti : si nous étions restés dans le Parti indépendant comme aile extrême d'opposition révolutionnaire, dira-t-il, nous ne serions pas une poignée de militants désespérément isolés !)

Nous n'entendons pas faire ici des procès posthumes, ni réhabiliter des courants dont la Gauche communiste a été la première à condamner durement l'idéologie : il s'agit de contater des faits et d'en tirer des leçons. Les faits, les voici : de ce « vice d'origine », qui n'est imputable ni à Pierre ni à Paul, mais à une vision incomplète du processus révolutionnaire, le Parti allemand ne réussit jamais à guérir, et dans les années suivantes il fut caractérisé par un possibilisme ou si on veut, par un « contingentisme », qui l'incitait à saisir les situations (ou selon leur interprétation positive ou négative) tantôt à la passivité et tantôt à un super activisme, tantôt à un pessimisme liquidateur et tantôt à un optimisme échevelé, tantôt à se replier sur des alliances de mauvais aloi, et aussitôt après à rêver d'offensives non préparées par un long et patient travail et surtout par une continuité d'attitude vis à vis des masses ; bref à forter sa tactique, et à plus forte raison sa stratégie, non des principes considérés comme la somme et le bilan d'expériences de lutte séculaires, mais des hauts et des bas de la situation contingente, abandonnant ainsi à la merci des forces adverses jusqu'à cette marge plus ou moins grande d'autonomie que confère au parti la possession assurée d'un programme.

Aujourd'hui qu'à 50 ans de distance nous reparcourons le véritable « chemin de croix » de la contre-révolution, nous pouvons bien dire que ce destin cruel du P. C. allemand fut fatal non seulement pour l'Allemagne mais pour toute l'Internationale, car l'électisme, pour ne pas dire pire, du parti allemand, qui avait pourtant une glorieuse origine dans les journées de fer et de feu de 1918-1919, eut une influence décisive sur l'Internationale et sur sa trajectoire descendante. Les deux années suivantes semblent nous en offrir le diagramme. En mars 1920, putsch de Kapp : le parti déclare que cet épisode de lutte entre deux fractions bourgeoises ne l'intéresse pas et qu'il s'en lave les mains ; puis, devant l'entrée des masses dans la lutte, il adhère à la grève victorieuse : quinze jours plus tard, il promet une « opposition loyale » à un éventuel gouvernement socialiste conçu et souhaité comme « favorable à la maturation des masses prolétaires et à la liberté d'agitation politique du Parti » ; en

fin, poussé par la rébellion d'une aile « auxiliaire » à Berlin, il revient sur son offre. En octobre, le rêve d'une nouvelle fusion avec une partie des indépendants se réalise (sous les auspices, hélas, de l'Internationale) : au congrès de Halle, la majorité du parti Indépendant adhère au K. P. D. qui devient le Parti Communiste Unifié d'Allemagne (il ne se passera pas deux ans avant que les nouveaux venus n'en ressortent) ; dès janvier, avec la fameuse lettre ouverte aux deux partis socialistes et aux syndicats en vue d'une action commune pour la défense de revendications immédiates, le parti inaugure la tactique du front unique politique avec un an d'avance sur l'Internationale ! En février Lévi, Clara Zetkin et l'ancien Indépendant Däumig déplorent la scission de Livourne (ils en ont eu, eux, des Serrati, et ils s'en trouvent bien !) et devant une nouvelle levée de boucliers de gauche ils sont obligés de démissionner de leurs postes dirigeants. Lévi sera expulsé peu après pour avoir criminellement dénoncé l'« action de Mars » comme putschiste et aventuriste en plein milieu de son déroulement, quand l'Allemagne centrale se cabrera dans un grandiose mouvement de révolte contre les interventions de police prussienne (sous un gouvernement social-démocrate bien entendu) et, resté malheureusement isolé, le mouvement sera sauvagement réprimé dans un nouveau bain de sang, plus vaste encore que les précédents.

L'aiguille de la boussole détraquée du parti fait alors un tournant de 180 degrés. La nouvelle direction à mille degrés fait de dénoncer la passivité et la tendance au compromis de la direction précédente ; de taxer de cryptonationalisme la campagne parlementaire en faveur de l'alliance avec la Russie comme « seule ancre de salut » pour l'Allemagne telle qu'elle est, l'Allemagne de la meurtrière république bourgeoise ; de critiquer la pratique des offres d'alliance aux sociaux-démocrates ou aux Indépendants. Mais cette dénonciation ne repose pas sur des raisons de principe, elle est subordonnée à l'appréciation plus ou moins correcte de la situation contingente dans les rapports entre les classes : on répudie le passé non pas en tant que déviation par rapport aux principes fondamentaux du programme, mais parce qu'insuffisant du présent, et, de but en blanc, au nom d'un discutabile pronostic économique, celui d'un écroulement prochain du capitalisme du fait du rétrécissement constant des possibilités d'accumulation du capital. Nous n'insisterons jamais assez (mais la question mérite d'être traitée en détail dans un exposé ultérieur) sur l'erreur que constitue une identification mécanique du pronostic économique et du pronostic politico-social : les deux courbes peuvent ne pas coïncider et la classe ouvrière peut être absente au rendez-vous de la crise économique par suite d'une accumulation de défaites sanglantes comme c'était sûrement le cas en Allemagne, comme ce sera le cas pour le monde entier pendant la « grande crise » de 1929. Enfin on improvise une « théorie de l'offensive » ou de la « reproduction élargie de la classe » (ô amour des Allemands pour la métaphysique, fustigé par Marx et Engels !), comme si la lutte pour le pouvoir, à supposer que c'en eût été le moment, n'était pas une guerre, et comme si dans la guerre il y avait des offensives qui ne comportent pas d'actions défensives — de même que dans la lutte de classe il n'y a pas de défensive dans laquelle on doit renoncer a priori à l'offensive. L'Internationale condamnera à juste titre l'erreur consistant à donner des mots d'ordre pour l'assaut final dans une situation où, hélas, l'initiative de l'attaque avait été prise par l'adversaire et où il s'agissait avant tout de se défendre sur le terrain de la lutte armée (d'ailleurs une telle action, et à plus forte

raison, une éventuelle contre-attaque, aurait exigé une préparation dont toute l'attitude du parti dans les mois précédents avait été la négation directe et complète). Mais le pire sera que, une fois passée la crise (que l'on allait jusqu'à définir par avance comme « catastrophe » — *Zusammenbruch* — du régime capitaliste), et donc une fois le pronostic... renversé, la direction elle-même, toujours à cause de la même erreur de fond, renversera sa tactique en codifiant dans les faits, sinon dans les proclamations théoriques, cette absurde conclusion, promise hélas à un avenir durable : dans les périodes de marée montante, ou supposées telles, le parti et la classe doivent rompre tous les liens éventuels contractés avec l'opportunisme du centre et de droite ; dans les périodes de reflux, ils doivent au contraire renouer ces liens pour « se défendre ». Comme si l'opportunisme était un ennemi quand la révolution frappe à la porte, s'éloigne ; comme si le Parti devait et pouvait être révolutionnaire seulement lorsque la situation est favorable, et que dans la situation opposée il n'ait rien d'autre à faire que de tomber au même niveau que les réformistes ou à peine un degré au-dessus ! Voilà donc, pendant l'automne, Thalheimer et Brandier eux-mêmes (les noms ne sont là que pour désigner un phénomène, bien entendu !) qui non seulement théorisent l'anti-offensive, mais relancent le front unique, et, toujours avec un an d'avance sur l'Internationale, donnent le mot d'ordre de soutien aux gouvernements sociaux-démocrates de droite ou de gauche, et même de participation à ces gouvernements —

à supposer que leur offre fut acceptée —, préparant ainsi les désastres de 1922 et surtout de 1923, sur lesquels nous sommes revenus dans de récentes publications de parti.

Tous ces éléments tirés de l'histoire vécue du mouvement prolétarien dans l'épicentre de l'Europe centrale après la première guerre mondiale nous confirment dans notre condamnation sans appel des manœuvres politiques non liées aux principes et livrées au hasard de situations changeantes, ainsi que dans notre jugement définitif sur des partis qui, tout en se disant ouvriers et en utilisant même une phraséologie révolutionnaire, agissent comme des remparts de l'ordre établi et ne peuvent en aucun cas être considérés, même « objectivement », comme une ligne possible de défense extérieure, ou pire de soutien temporaire. Ils nous aident également à comprendre, d'une part pourquoi le processus de dégénérescence de la III<sup>e</sup> Internationale n'a suscité en Occident (particulièrement en Allemagne, qui était alors le théâtre de luttes de classe inoubtables) ni réaction saine et vigoureuse, ni même de cri d'alarme en temps utile, et d'autre part qu'il a été impossible de constituer une fraction internationale de gauche autour de notre courant, devant les oscillations continues de ces gauches provisoires destinées à se changer régulièrement en droites selon les brusques variations du baromètre social ; cette compréhension n'est pas d'ordre intellectuel ou académique, car elle est une condition de la renaissance intégrale du mouvement communiste sur ses bases propres.

## Les Syndicats ouvriers devant les contradictions du capitalisme

La tendance à l'unification syndicale en Italie des centrales d'inspiration social-communiste (C. G. I. L.), démocrate-chrétienne (C. I. S. L.) et républicaine social-démocrate (U. I. L.) nous a fourni l'occasion d'entreprendre une analyse plus approfondie du développement contradictoire des Syndicats ouvriers.

Le Parti a déjà défini les syndicats italiens actuels, issus de la dissolution administrative des corporations fascistes à la suite de la défaite du gouvernement fasciste dans la deuxième guerre impériale, comme des syndicats apparemment « libres » mais liés en réalité aux intérêts du régime capitaliste. Le Parti a aussi exprimé clairement sa position à l'égard de ces syndicats, qu'il considère comme devant être conquis, au besoin par la force, et transformés en syndicats rouges pour la lutte révolutionnaire de classe. D'autre part, il a été prévu que, au cas où les syndicats actuels seraient complètement intégrés par l'Etat capitaliste, il serait nécessaire et urgent d'en reconstruire de nouveaux, capables d'organiser la défense de classe.

L'unification syndicale en Italie s'inscrit dans ce processus de transformation des syndicats ouvriers en corporations dépendant directement de l'Etat. C'est un processus qui n'est pas seulement italien, mais qui caractérise historiquement le capitalisme : celui-ci tend à diriger directement les syndicats. Il n'est cependant ni irréversible, ni inéluctable, car il dépend de l'aggravation des contradictions capitalistes et du développement de la lutte de classes. C'est pourquoi l'unification syndicale est le terrain de l'affrontement de classes, auquel notre Parti ne peut et ne doit pas se soustraire.

Cette tendance ne définit pas, toutefois, un nouveau contenu de classe de la politique syndicale : qu'elle soit dirigée, comme aujourd'hui, par des « socialistes », « communistes » et « démocrates-chrétiens », encore que ce soit dans des centrales séparées, ou qu'elle soit gérée par un organe d'Etat spécifique, de toute façon elle vise à contrôler la classe ouvrière.

Mais le passage aux corporations d'Etat indiquerait qu'on est passé de la méthode démocratique de gouvernement à la méthode fasciste et impliquerait la victoire totale du fascisme sur la démocratie : on peut effectivement envisager désormais une victoire du fascisme sur le plan politique et social, comme l'attestent les conditions dans lesquelles le capitalisme est obligé de défendre son existence.

Dans la période 1921-1926, déjà, de la fondation du P. C. d'Italie à la dissolution des syndicats traditionnels par le gouvernement fasciste, la direction opportuniste des syndicats s'était précocement organisée la lutte contre les organisations et les militants communistes dans les syndicats et d'accéder à la politique fasciste de légalisation des syndicats. Si le fascisme n'accepta pas la main tendue et l'alliance des anciennes directions socialistes de la C. G. I. L., ce ne fut que pour des considérations de nécessité, de même qu'il repoussa systématiquement les offres de « pacification » de la part du Parti Socialiste Italien et les combines ministérielles avec lui.

Le capitalisme avait découvert une nouvelle méthode de gouvernement, qui consistait principalement dans le parti unique, dans la milice, et dans les syndicats d'Etat ; méthode de gouvernement qui lui permettait d'unifier, fût-ce mo-

(Suite page 4)

## Communisme et fascisme

Le lecteur trouvera condensées dans cette brochure non seulement l'interprétation que notre courant — la Gauche communiste d'Italie — a donnée du fascisme naissant et les directives de la lutte qu'il mena contre lui, à la tête du Parti Communiste d'Italie dans les années 1921-1923, mais aussi sa critique des positions plus ou moins claires de l'Internationale communiste sur ce sujet capital.

Précédé d'une ample introduction établissant un parallèle entre les positions théoriques et pratiques de la Gauche communiste à l'égard du fascisme et celles du Parti Communiste Allemand à l'égard du nazisme, le corps de la brochure est constitué de documents de l'époque (1921-1924), inédits en langue française. Publié en annexe, un rapport de Gramsci illustre bien, par contraste, les principales erreurs — aux conséquences désastreuses — du centrisme de la direction de l'I. C.

La brochure de 160 pages, 8 F. Commandes au "prolétaire".

Les lecteurs d'AIX - EN - PROVENCE, ANGERS, ARLES, BESANCON, BORDEAUX, BOURG-EN-BRESSE, CAEN, LE HAVRE, LE MANS, LES MUREAUX, LYON, MACON, MARSEILLE, METZ, NANTES, PARIS, ROUEN, SAINT-ETIENNE, SOCHAUX-MONTBELIARD, STRASBOURG, TOULON,

désirant prendre contact avec nos militants, peuvent le faire en écrivant au "PROLETAIRES", B. P. 375, MARSEILLE-COLBERT, qui transmettra.

Pour PARIS et MARSEILLE, voir en outre les dates et lieux de nos permanences.

(Suite de la page 1)

tion de combat qui utilise la théorie comme une **arme de lutte** contre l'ennemi de classe, et non comme un exercice d'école abstrait. Il est nécessaire de connaître pour combattre, comme il est nécessaire de combattre pour connaître. Le Parti consiste justement dans cette **synthèse** entre deux éléments inséparables : le **programme et l'action**, l'acquisition théorique et l'affrontement pratique avec l'ennemi. Il ne peut donc établir **aucune opposition entre les différentes générations de militants** ; l'enthousiasme, la combativité, l'énergie des jeunes prolétaires se nourrissant, dans le Parti, de l'expérience des combats passés sur laquelle repose la science du parti, et cette science trouvant à son tour toute son énergie vitale en s'incarnant dans les jeunes générations prolétaires.

La division du travail entre les générations n'est qu'un aspect de la division du travail en général dans la société, elle est la **base de la division en classes** que le Communisme veut abolir. Pour les classes dominantes, pour tous ceux qui défendent l'ordre social existant, l'énergie explosive de générations qui ne sont pas encore soumises à la discipline des rapports sociaux et qui tendent à les renverser, a toujours été et sera toujours un danger à éliminer. C'est pourquoi les vieilles générations, accoutumées à la société existante, s'opposent aux jeunes générations qui ne s'y sont pas encore adaptées. L'ordre établi trouve dans la « sagesse » des aînés un contrepoids à « l'impétuosité » des jeunes ; au contraire, les mouvements révolutionnaires ont toujours trouvé dans la jeunesse une source de leur force de subversion. Seul le Parti marxiste, en tant qu'expression de la lutte révolutionnaire du prolétariat, non seulement n'étouffe pas l'enthousiasme des jeunes, mais même l'exalte en le rendant conscient et en canalisant leur énergie vers la destruction des rapports sociaux bourgeois. Tout comme les classes dominantes, les partis réformistes et contre-révolutionnaires ont toujours eu et auront toujours peur de l'énergie

# Le parti et les jeunes générations

des jeunes générations, et ils s'efforceront toujours de l'étouffer ou de la dévier. D'où l'atmosphère étouffante de ghetto qui caractérise les unions de jeunes des partis opportunistes, et leur agonie.

Il est évident qu'un parti qui a renié le programme de la révolution ne peut pas apprendre aux jeunes à haïr les institutions qui caractérisent le pouvoir capitaliste, et que le prolétariat doit abattre pour instaurer sa dictature de classe ; il ne peut pas combattre l'idéologie bourgeoise qu'on inculque aux jeunes prolétaires partout, dans leur famille, à l'école, au travail ; surtout, il ne peut pas les entraîner à la lutte révolutionnaire et leur donner une organisation de combat où la théorie et la pratique se fondent organiquement de façon que leur enthousiasme et leur vi-

talité, au lieu de s'éteindre ou d'éclater dans des formes désordonnées, trouvent dans la perspective du Communisme, la base irremplaçable de la conscience programmatique.

C'est pourquoi les partis opportunistes, en reniant le marxisme révolutionnaire, ont en même temps trahi les jeunes prolétaires en les poussant d'une part vers l'extrémisme verbal et poujadiste de groupuscules qui comprennent surtout des étudiants, d'autre part en les enfermant dans les limites étroites de la lutte revendicative, dans des organisations syndicales dirigées par de petits chefs quasi-fascistes, lutte qui restera stérile tant que n'aura pas été réalisée la jonction avec le parti de classe, qui rendra au syndicat ce rôle « d'école de communisme » que Lénine lui indiquait.

brochures et ouvrages communistes. Mais cette définition serait par trop grossière et insuffisante. Si l'étude du communisme consistait seulement à assimiler le contenu des ouvrages, livres et brochures communistes, nous aurions alors vite fait de former des glossateurs communistes ou des fanfarons, ce qui nous porterait dommage et préjudice, car, après avoir appris et lu le contenu des livres ou des brochures communistes, ces gens-là seraient incapables de lier toutes ces connaissances les unes aux autres et d'agir comme le veut réellement le communisme.

« Sans le travail, sans la lutte, la connaissance livresque du communisme puisée dans les brochures et ouvrages communistes ne vaut absolument rien, étant donné qu'elle ne ferait que perpétuer l'ancienne rupture entre la théorie et la pratique qui était le trait le plus écœurant de l'ancienne société bourgeoise. »

Voilà la réponse à la question « comment la jeunesse doit-elle apprendre le communisme ? ». Elle ne peut apprendre le communisme qu'en reliant contamination son travail, son éducation, son instruction, à la lutte permanente des prolétaires contre l'ancienne société qui les exploite. La morale communiste, c'est cette discipline compacte et solidaire, c'est cette lutte de masse consciente contre les exploiters. Nous ne croyons pas à la morale éternelle, et nous démasquons les tromperies des moralistes bourgeois. C'est en s'intégrant dans la lutte acharnée et disciplinée du prolétariat contre la bourgeoisie, que la jeunesse donnera de vrais communistes ; c'est à cette lutte qu'elle doit subordonner tous ses progrès dans le travail, dans l'éducation et dans la « culture ».

Ainsi le Parti apparaît-il dans toute sa force, comme l'école révolutionnaire des générations prolétaires qui se succèdent dans la lutte historique contre l'exploitation.

## Comment "apprendre" le communisme ?

Le résultat de tout ceci ? D'une part l'absentéisme politique, qui est surtout répandu chez les jeunes ouvriers, d'autre part le mouvement chaotique qui caractérise les étudiants et les groupuscules en général. Ayant devant eux un parti qui cache le plus trivial réformisme sous le masque du communisme, ceux-ci se présentent comme les ennemis farouches de la théorie et du programme marxistes, et de l'organisation centralisée du parti de classe. Dans une telle situation, la tendance naturelle à la révolte qui caractérise la jeunesse prolétarienne, est forcée ou de s'éteindre, ou de s'exprimer dans les formes aberrantes du « sportivisme » : c'est ainsi que quelques milliers de jeunes combattifs prétendent remplacer la lutte de classe historique du prolétariat par la contestation étudiante, retombant ainsi dans une autre forme d'opportunisme.

Le Parti, au contraire, ne s'adresse pas aux jeunes en général, mais aux jeunes prolétaires ; il ne sépare pas la théorie et la pratique dans un système

gradualiste, mais il les réunit, créant ainsi la véritable « culture » prolétarienne, celle qui enseigne à tout militant, indépendamment de sa position dans la société bourgeoise, tout ce qu'il doit savoir pour la lutte révolutionnaire. D'ailleurs, le paternalisme « culturaliste » des partis opportunistes actuels, et l'extrémisme stérile des groupuscules ne sont pas des nouveautés : ils sont aussi vieux que le réformisme et que son appendice anarcho-sindicaliste.

Mais tout aussi ancienne est la lutte soutenue par le parti marxiste contre ces conceptions qui se rejoignent dans un objectif identique : enterrer la fonction du parti comme organe irremplaçable de la lutte révolutionnaire. Répondant à la question « comment apprendre le communisme ? », dans son discours du 2 octobre 1920 au 3<sup>e</sup> Congrès de l'Union de la Jeunesse Communiste de Russie, Lénine déclare : « Il est naturel qu'à première vue vienne à l'esprit l'idée qu'apprendre le communisme, c'est assimiler la somme de connaissances qui sont exposées dans les manuels,

## La véritable "école", c'est le Parti

A ce propos, nous citerons quelques passages particulièrement significatifs, par leur accent vraiment communiste, de la polémique de 1912 sur « le socialisme et la culture ». Ce sont des extraits de la motion présentée par la Gauche au Congrès de Bologne des Jeunesses Socialistes italiennes :

« Le Congrès, considérant qu'en régime capitaliste, l'école représente une arme puissante de conservation dans les mains de la classe dominante, qui tend à donner aux jeunes une éducation qui en fasse des partisans fidèles et résignés du régime actuel, et les empêche d'en apercevoir les contradictions fondamentales, constatant par conséquent le caractère artificiel de la culture actuelle et des enseignements officiels, dans toutes leurs phases successives, et estimant qu'on ne doit nullement faire fond sur une réforme de l'école dans un sens laïque ou démocratique ; Reconnaissant que notre mouvement a pour but de s'opposer aux systèmes d'éducation de la bourgeoisie, en formant des jeunes libres intellectuellement de tout préjugé, décidés à travailler à la transformation des bases économiques de la société, prêts à sacrifier tout intérêt individuel dans l'action révolutionnaire ;

« Considérant qu'une telle éducation ne peut être donnée que par le milieu prolétarien quand celui-ci vit de la lutte de classe, comprise comme une préparation aux conquêtes finales du prolétariat, repoussant la définition scolaire de notre mouvement et toute discussion sur ce qu'on voudrait appeler sa "fonction technique", il pense que les jeunes trouveront dans toutes les agitations de classe du prolétariat le meilleur terrain pour le développement de leur conscience révolutionnaire et que, de même, les organisations ouvrières pourront trouver dans la colla-

A eux seuls, ces deux points sont une véritable gifle à l'égard des partis opportunistes et des dirigeants syndicaux : où est la « solidarité morale du milieu socialiste », alors que dans les partis opportunistes, c'est la lutte à couteaux tirés pour les meilleures places, et que les jeunes ouvriers sont enfermés dans une sorte de ghetto, tandis que les intellectuels carriéristes leur adressent des sourires hypocrites du haut de leur prétendue supériorité ? Où est la « propagande socialiste la plus active » dans le syndicat pour donner aux ouvriers la perspective révolutionnaire, alors que justement les dirigeants syndicaux et politiques s'unissent pour lutter avec acharnement contre les communistes ?

Nous concluons en citant un passage d'une lettre que le représentant de la Gauche adressa en 1912 à l'Unità de Florence, en réponse à une lettre publiée dans le même journal et émanant du représentant de la droite, qui défendait les thèses culturalistes.

Cette réponse, plus actuelle que jamais, au moment où le prolétariat dépérit dans les partis contre-révolutionnaires, a une importance vitale : en effet, elle montre comment les jeunes prolétaires se forment dans le Parti révolutionnaire sans barrières entre jeunes et vieux, unis organiquement par un échange d'enthousiasme et d'expérience, et quelles étaient, sont et seront, les conditions indispensables pour adhérer au Parti de classe, être dignes de connaître les joies et les sacrifices de la lutte révolutionnaire : ces caractéristiques là, on ne les apprend pas dans les livres, mais elles sont dans les cœurs de tous les prolétaires :

« Nous constatons qu'il faut donner au mouvement de la Jeunesse une orientation qui remédie à cette crise morale. C'est pourquoi nous devons faire un mouvement vigoureux sement anti-bourgeois une pépinière d'enthousiasme et de foi ; nous ne voulons pas gaspiller des énergies précieuses en nous efforçant de porter remède à ce qui constitue un des caractères essentiels et inéliminables du régime du salariat : le faible niveau culturel des ouvriers... Cela ne veut pas dire que nous renonçons à la culture socialiste. Au contraire, nous pensons que le seul moyen de l'encourager, c'est de la laisser à l'initiative individuelle, sans l'enfermer dans un odieux système scolaire. Cette initiative ne peut être stimulée que si nous amenons les jeunes prolétaires au cœur même de la lutte sociale, qui les poussera à devenir de meilleurs combattants. Si notre journal, l'Avanguardia, devenait un organe culturel, au bout de quelques numéros, les ouvriers ne le liraient plus. Mais aujourd'hui, nos jeunes camarades le demandent et le lisent, parce qu'ils y voient un symbole de lutte, parce qu'ils y retrouvent toute l'âme prolétarienne, avec ses élans et ses révoltes. « On pourra nous dire que, sans la conviction, l'enthousiasme est de courte durée. Et bien ceci est toujours vrai, sauf dans le domaine de la lutte de classe. Chez l'ouvrier socialiste, la conviction naît de l'enthousiasme et du sentiment, et c'est la solidarité instinctive de tous les exploités qui les empêche de s'éteindre. Ceux qui ne croient plus dans cette solidarité, et veulent la remplacer par l'éducation théorique, l'étude, la conscience des problèmes pratiques, se trouvent bel et bien hors du socialisme ».

Ce sont des paroles lapidaires. Jeunes prolétaires, notre école c'est le Parti, c'est la lutte de classe !

# Réunion générale du Parti

Suite de la page 3

mentanément, les intérêts des différentes fractions de la bourgeoisie, de gérer directement toutes les fonctions politiques et sociales, y compris le marché du travail, et sur le plan juridique d'affirmer la suprématie du pouvoir exécutif, en balayant le système représentatif classique, en particulier le parlement.

Que l'Etat corporatif soit une utopie, c'est incontestable, mais qu'au-delà des étiquettes pseudo-historiques le capitalisme soit obligé de manœuvrer l'Etat directement en tentant d'empêcher les obstacles et les faiblesses, c'est une nécessité de plus en plus obsédante. Pour cela il faut que toutes les forces sociales soient soumises à l'Etat, que bon gré mal gré la classe ouvrière soit encadrée et dépende directement du régime capitaliste, que la petite-bourgeoisie lui jure une fidélité absolue.

Jusqu'à aujourd'hui, le capitalisme avait besoin que le prolétariat reste organisé dans les partis opportunistes et les syndicats démocratiques, pour l'utiliser à ses propres fins. Jamais comme au cours de cette période l'opportunisme ne s'est révélé pour ce qu'il est réellement : un agent du capitalisme parmi les ouvriers. Mais pour obtenir ce résultat il a fallu consentir à ce que les partis opportunistes se présentent sous des étiquettes social-communistes, que les syndicats se définissent eux-mêmes comme des syndicats de classe et déploient le drapeau rouge. Dans la mesure où la trahison devient évidente aux yeux des travailleurs l'opportunisme n'est plus utile à la bourgeoisie : il devient un instrument hors d'usage, qui ne répond plus aux nécessités de la conservation capitaliste.

Pour jouer ce rôle mystificateur et contradictoire, les syndicats actuels ont dû garder certaines apparences, certaines structures de classe et accepter que les ouvriers conservent cet-

te tradition de classe qui demain leur permettra, sur la lancée de la reprise de la lutte générale, d'abandonner la direction opportuniste pour suivre la direction révolutionnaire communiste.

C'est en vertu de ces considérations et de cette analyse que le Parti, seul et unique parmi tous ceux qui se prétendent révolutionnaires, a dénoncé la signification réactionnaire de l'unification syndicale, a engagé une lutte sans quartier contre le système de la "delegation" (d'après lequel la cotisation syndicale est désormais automatiquement retenue à la source par le patron), a entrepris une action d'explication de classe qu'il entend élargir et renforcer.

Bien que les bonzes s'efforcent de l'éloigner formellement des travailleurs syndiqués en expulsant des syndicats presque tous ses militants, non seulement le Parti n'a pas cessé de développer son activité dans les rangs des ouvriers au moyen de ses groupes communistes, mais il a pris l'initiative d'organiser les prolétaires conscients d'Italie dans les Comités de défense du Syndicat de classe : ceci afin de combattre l'opportunisme de façon autonome et disciplinée en faisant appel aux sentiments de classe qui persistent dans les syndicats, et afin de reconstituer les syndicats de classe traditionnels, soit en transformant les syndicats actuels, soit en constituant de nouveaux, quand les conditions nécessaires seront réunies.

C'est une ligne de classe qui part des conditions réelles dans lesquelles les ouvriers sont obligés de lutter et qui tend vers l'issue révolutionnaire de la lutte de classes. Le mot d'ordre POUR LE SYNDICAT DE CLASSE est l'objectif historique auquel la classe devra parvenir un jour, car sans organisation de classe entre le parti et le prolétariat il ne pourra pas y avoir de reprise révolutionnaire.

(A suivre).

### Correspondance :

« le prolétaire »  
B.P. 375, MARSEILLE-Colbert  
**Versements :**  
« le prolétaire »  
C. C. P. 2202-22, MARSEILLE  
**Abonnements :**  
« le prolétaire »  
1 an : 10 F (100 FB)  
6 mois : 5 F (50 FB)  
(pli fermé : 15 et 7,50 F)  
« programme communiste »  
1 an : 15 F (150 FB)  
« programme communiste »  
et « le prolétaire »  
1 an : 25 F (250 FB)

### Bulletin d'abonnement

NOM : .....  
Prénoms : .....  
Adresse : .....  
.....  
★ « prolétaire » : 6 mois.  
★ « prolétaire » : 1 an.  
★ « programme communiste »  
★ combiné.  
(entourer l'étoile)